

d'autres commissions, et qui aura pour tâche de superviser le tout afin de donner le plus de « jobs » possible.

Je suis à me demander si le premier ministre va se trouver suffisamment d'amis malheureux en politique pour combler les vides. Ce bill, bien sûr, va être déféré au comité permanent de la Chambre pour une étude plus approfondie. Nous souhaitons que des amendements y soient apportés qui feront ressortir les priorités que nous, du Parti Crédit Social du Canada, avons mentionnées à la Chambre. Car, si le bill revient en troisième lecture devant la Chambre sans autre transformation, on peut être assuré que, pour ma part, je voterai contre. Je ne veux pas participer à une telle discrimination pour le gagne-petit de notre province et du Canada.

● (2010)

M. Hal Herbert (Vaudreuil): Monsieur l'Orateur, de tous les maux qui affligent la société canadienne, l'inflation est sans doute à l'heure actuelle le plus intolérable et le plus insidieux. C'est notre mal le plus intolérable parce que, plus que tout autre, il exacerbe les injustices sociales en s'attaquant d'abord, et avant tout, aux citoyens les plus faibles et les plus démunis. C'est également notre mal le plus insidieux parce que nous avons tendance à considérer l'inflation comme une fatalité contre laquelle nous ne pouvons rien sinon sauver notre peau en sacrifiant celle du voisin. Jusqu'à tout récemment, ce sentiment d'impuissance et de fatalité était d'autant plus fort que l'inflation nous venait de pays étrangers sur lesquels nous n'avions à peu près aucun moyen de contrôle.

Cela est vrai des pays de l'OPEP qui, en 1973, quadruplèrent dans l'intervalle de quelques mois le prix de leur pétrole, et bouleversèrent de fond en comble l'économie occidentale. Cela est également vrai de nos partenaires commerciaux, plus touchés que nous par la crise de l'énergie, et qui ne se gênèrent pas pour exporter chez nous leur inflation en même temps que leurs autos, leurs téléviseurs et leurs denrées alimentaires.

Entraînés par la crise qui secouait alors toute l'économie occidentale, nous ne pouvions faire autre chose qu'amortir l'impact d'une trop brusque augmentation des prix, et protéger le mieux possible nos concitoyens les plus démunis contre une inflation qui nous venait surtout de l'étranger.

C'est dans cette perspective qu'il faut situer les gestes posés par le gouvernement fédéral au cours des dernières années. Mais le temps n'est plus où l'inflation nous venait presque exclusivement de l'étranger. Depuis quelques mois nous avons, par notre propre indiscipline, considérablement aggravé nos maux. Et c'est désormais de l'intérieur du pays que l'on alimente allègrement la flambée des prix.

Personne ne veut se rendre à l'évidence que la crise du pétrole a réellement entraîné une redistribution des richesses dans le monde, et que nous ne pouvons plus vivre comme si les pays de l'OPEP n'étaient pas venus arracher aux nations industrialisées comme la nôtre quelque 112 milliards pour la seule année 1973-1974.

Alors que l'économie canadienne n'a connu en 1974 qu'un taux de croissance de 2,8 p. 100 et qu'en 1975 ce taux risque d'être encore moindre, les conventions négociées ont donné lieu à des hausses salariales de l'ordre de 18 p. 100. Et un grand nombre d'entreprises en ont profité non seulement pour refiler aux clients l'augmentation de leur coût de production, mais également pour accroître de façon nettement abusive leurs marges bénéficiaires.

Tout cela a fortement contribué à nous rendre moins compétitifs sur le marché international, d'où un ralentisse-

Loi anti-inflation

ment de notre activité économique, et le risque de voir grimper encore davantage notre taux de chômage.

Face à cette situation, le gouvernement fédéral a tenté, en un premier temps, d'amener tous les partenaires de l'économie canadienne à s'imposer volontairement certaines restrictions nécessaires au rétablissement de la santé économique du pays.

Nos efforts, il faut bien l'avouer, ont été vains. C'est pourquoi le premier ministre et le nouveau ministre des Finances (M^M. Trudeau et Macdonald) ont décidé d'être aujourd'hui beaucoup plus directifs.

Instruit par l'expérience de l'an dernier, le gouvernement vient donc de définir un certain nombre de règles et de lignes directrices destinées à contenir la montée des prix et des salaires.

Depuis lundi soir, le 13 octobre, à minuit, ces directives ont force de loi pour le gouvernement fédéral et tous ses employés, pour les sociétés de la Couronne, pour les sociétés privées qui comptent un personnel de plus de 500 membres, et pour toutes les firmes de l'industrie du bâtiment dont les effectifs dépassent 20 employés. Toutes les autres entreprises et tous les autres travailleurs devront s'y conformer de façon volontaire si l'on veut tirer tous les fruits possibles de ce programme de lutte contre l'inflation.

● (2020)

[Traduction]

Dans notre pays, nous prenons la liberté comme une chose acquise; nous vivons dans l'un des pays les plus riches du monde, doté de ressources abondantes lui permettant de régler tous les problèmes sauf un, l'inflation; en réalité, l'inflation n'est pas un problème, mais un ensemble de problèmes réunis en un seul: Comment contrôler l'élan de liberté avant qu'il ne reste plus de liberté à contrôler?

Pour qu'une société libre subsiste, elle doit croire en l'égalité et la justice, s'appuyer sur la loi de l'ordre et faire passer l'intérêt public en premier lieu. Un dernier point, mais non le moindre, une société libre subsiste à condition de croire en elle-même. Or la société actuelle est minée par des excès de violence et d'apathie, de cynisme, d'illégalité, de désordre, d'intérêt personnel et de doute.

Les causes profondes se trouvent dans la recherche des biens matériels, et, suite naturelle dans la perte du sens des valeurs ainsi que dans l'affaiblissement de la morale sociale, car la recherche patiente de l'égalité cède maintenant à la lutte pour des droits dans l'immédiat. Nous avons fait accepter notre genre de vie en discourant avec emphase sur l'égalité et maintenant les jeunes, et les moins jeunes, veulent tout avoir et tout de suite. L'égalité remplace la religion comme l'opium du peuple à un moment où la tendance au gros: grosses entreprises, grosses organisations ouvrières et gros gouvernement, aliène à la fois ceux qui commandent et ceux qui obéissent.

La société est en ébullition. Chacun réclame des droits. Cela se traduit dans presque tous les cas par des demandes: demandes faites au gouvernement, demandes des étudiants qui veulent décider de la façon dont ils seront instruits, demandes de groupes de consommateurs qui souhaitent réduire le pouvoir des sociétés, demandes des personnes qui luttent pour la protection de l'environnement, demandes des minorités et des groupements féminins, demandes de subsides, de prêts, de réductions d'impôt et de prestations de bien-être social de toutes espèces; demandes légitimes, mais qui expriment toutes le désir d'obtenir plus d'argent quand l'économie nous en donne moins. Chacun le sait; chaque groupe sait qu'en prendre plus, c'est en laisser moins aux autres, et cependant